

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°6 – Septembre 2004

Comité de Soutien au Peuple Palestinien : MNE 23, rue Gosselet - 59000 LILLE
<http://www.nord-palestine.org/> Correspondant bulletin : jpc@nord-palestine.org

31 août : 17^{ème} jour de grève de la faim.

Les prisonniers continuent leur lutte contre les pratiques répressives israéliennes

Les prisonniers palestiniens, qui ont entamé une grève de la faim illimitée depuis le 15 août, sont entrés leurs 17^{ème} jour consécutif.

Les Palestiniens ont continué de soutenir leurs prisonniers dans tous les territoires occupés palestiniens et dans les camps de réfugiés palestiniens à l'extérieur.

Le cheik Taysser Al Tamimi a demandé aux pays de l'Union Européenne d'intervenir immédiatement pour sauver la vie des prisonniers dans les prisons israéliennes. Ils sont entrés dans une étape dangereuse de leur grève de la faim.



Pour sa part, le député arabe Dr.Azmi Bashara a demandé, dès le 15 août, qu'on libère les prisonniers palestiniens des prisons israéliennes. Durant sa visite dans les tentes de solidarité d' Al Nasser, il a appelé à la libération des prisonniers politiques palestiniens et au respect de la Loi internationale et des Conventions concernées des prisonniers.

Quelque 800 Palestiniens détenus en Israël ont repris hier la grève de la faim qu'ils avaient suspendue vendredi, accusant la direction de la prison d'Ashkelon de se dérober à leurs engagements, a annoncé le « Club du prisonnier » basé à Bethléem (Cisjordanie). Un porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne a, pour sa part, affirmé qu'il était « trop tôt » pour parler d'une reprise de la grève.

En outre, le ministre palestinien des affaires des Négociations, Saëb Erakat, a appelé l'Union européenne à « intervenir immédiatement afin de contraindre le gouvernement israélien à respecter la loi internationale et la convention de Genève en ce qui concerne les prisonniers palestiniens ».

LA PALESTINE EST PRÉSENTE À LA BRADERIE DE LILLE

Un stand APFS Nord-Pas-de-Calais est installé dans la braderie

Porte de Paris (Place Simon Vollant) avec le forum des associations.

Nous vous attendons pour signer les pétitions de soutien à la grève...

COTISATION AFPS Nord - Pas-de-Calais

- Cotisation normale avec l'abonnement au journal « Pour la Palestine » : .60 €
 - Tarif réduit 19 € avec l'abonnement au journal : 30 € (Pour ressources modestes et parrains)
 - Cotisation "précaire".10 € - Cotisation de Soutien de 80 € ou plus
- Je soutiens les activités de l'AFPS et lui adresse un don de €

Chèque à l'ordre de l'AFPS à renvoyer au siège de l'AFPS:

Maison de la Nature et de l'Environnement - 23, rue Gosselet - 59000 Lille

COLLECTIF POUR LA PAIX DU DOUAISIS

à l'appel de l'Association France Palestine Solidarité

GREVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS POLITIQUES PALESTINIENS DANS LES PRISONS ISRAËLIENNES

Depuis le 15 août, plus de 1 500 prisonniers palestiniens sont en grève de la faim pour réclamer leur droit à la dignité.

Un rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme de février 2003 mettait déjà en exergue les « *conditions inhumaines des détenus politiques* » et exprimait sa préoccupation quant à la détention de mineurs – à partir de 12 ans – qui sont souvent détenus sans séparation avec les adultes.

Depuis le début de l'Intifada d'Al Aqsa, en septembre 2000, les forces d'occupation israéliennes ont arrêté, en violation du droit international de la guerre – 4^{ème} convention de Genève et Charte des Nations Unies - plus de 40 000 palestiniens. 7 500 sont actuellement détenus dans 27 prisons et camps de détentions israéliens, dont 470 enfants, 107 femmes dans les prisons d'Al Ramla et Talmud.

Presque tous ces prisonniers sont sujet à la torture, aux pressions physique et psychologique pendant les interrogatoires ; les menaces de viol sont aussi des méthodes utilisées pour obliger les prisonniers à fournir des informations.

Les prisonniers de Qaddoumin sont même privés de se rendre aux toilettes, ils reçoivent de faibles quantités de nourriture et sont privés de boisson. Ils n'ont pas de produit d'entretien, ni de produits de toilette. Il fait extrêmement chaud dans les cellules qui sont exposées au soleil du matin au soir.

Les prisonniers politiques Palestiniens en grève de la faim dans les prisons israéliennes réclament en particulier :

- **La suppression des fouilles humiliantes et les agressions corporelles**
- **La suppression des punitions collectives et les très lourdes amendes pour des raisons futiles**
- **Le droit à l'éducation et à l'inscription dans les universités**
- **La liberté de culte et notamment la prière du vendredi, qui est interdite**
- **Les soins médicaux**
- **L'amélioration de la nourriture**



Israël rejette les demandes des prisonniers palestiniens, le ministre de la Sécurité intérieure a déclaré que « *la grève de la faim peut continuer un jour ou un mois et ils peuvent aller jusqu'à la mort* ».

À l'appel de l'Association France Palestine Solidarité 59/62, le Collectif pour la Paix du Douaisis demande que les responsables politiques français et européens prennent des mesures contre l'Etat d'Israël afin que celui-ci, signataire de la Convention de Genève, la respecte enfin. Parmi ces mesures, la suspension des accords entre l'UE et l'Etat d'Israël nous semble essentielle pour obliger Israël à respecter les règles du droit international.

FORUM DE DISCUSSION : Appel Olga

Les textes publiés n'engagent que leurs auteurs et incitent aux débats internes dans l'association

Pour la vérité et la réconciliation - Pour l'égalité et le partenariat.

Au cours des trois dernières semaines, un intéressant échange politique a eu lieu entre des activistes de la gauche israélienne et des universitaires (principalement en hébreu), au sujet d'une nouvelle alternative nommée " Appel Olga " dont fait partie Michel Warschawski, membre du conseil de direction de l'AIC. Dimanche, le 25 juillet 2004

L'État d'Israël devait apporter une sécurité aux Juifs ; il a créé un piège dont les habitants vivent sous la menace d'un danger constant, état de fait qui n'est vécu par aucune autre communauté juive.

L'État d'Israël devait réduire en poussière les murs du ghetto ; il a dorénavant édifié le plus vaste ghetto de toute l'histoire juive.

L'État d'Israël devait être une démocratie ; il a instauré une structure coloniale combinant les éléments évidents de l'apartheid avec l'arbitraire d'une occupation militaire illégale.

Israël, en 2004, est un État dans l'impasse. Cinquante-six ans après sa création - en dépit de ses nombreuses réalisations dans les domaines de l'agriculture, de la science et de la technologie, et malgré une puissance militaire importante équipée d'armes dignes du Jugement dernier - nombre de ses citoyens ont la mort dans l'âme, préoccupés par leurs inquiétudes existentielles et la crainte face à leur avenir.

Depuis sa création, Israël a vécu par l'épée. Une suite incessante de " repréailles ", d'opérations militaires et de guerres est devenue la drogue essentielle à la survie des Juifs israéliens. Maintenant, près de quatre années après le début de la seconde Intifada palestinienne, Israël est enfoncé jusqu'au cou dans le borborygme de l'occupation et de l'oppression, tout en poursuivant l'expansion des colonies et la multiplication des avant-postes, se répétant *ad nauseam* à lui-même que " nous n'avons pas de partenaire pour la paix ".

Dix ans après les Accords d'Oslo, nous vivons dans une réalité coloniale aveugle - au cœur des ténèbres. Trente-sept ans après la conquête par Israël des derniers territoires palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, plus de trois millions et demi de Palestiniens sont cloîtrés dans leurs villes et villages. Le terme " État palestinien " - qui, pendant des années, incarnait l'option pacifique - est utilisé par nombre de politiciens israéliens comme phrase mirage, un tournant dans la réalité de l'occupation : " Dans le futur ", chuchotent-ils avec un clin d'œil, " l'entité palestinienne dans les Territoires pourra être appelée un " État ". " Entre temps, Israël amplifie la dévastation en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, semblant déterminé à réduire en poussière le peuple palestinien.

Face au large camp des Israéliens qui soutiennent le Mur de séparation - ceux qui, tant à droite qu'à gauche, sont terrifiés par les démons de la démographie, comptant sans cesse la population afin de savoir combien de Juifs et d'Arabes sont nés et sont morts chaque semaine, combien de Juifs et d'Arabes vivent dans le pays et dans chacune de ses régions - il est vital de proposer une perspective différente, basée sur les principes suivants :

La coexistence des peuples de ce pays, basée sur une reconnaissance mutuelle, un partenariat d'égal à égal et l'application d'une justice historique.

Nous sommes unis dans une critique du sionisme puisqu'il est basé sur le refus de reconnaître le peuple indigène de ce pays et sur la négation de leurs droits, leur dépossession et sur l'adoption d'une séparation en tant que principe fondamental et mode de vie. Ajoutant l'insulte à l'injure, Israël persiste dans son refus d'assumer la moindre part de responsabilité dans ses méfaits, de l'expulsion de la majorité des Palestiniens il y a plus d'un demi-siècle, à la présente transformation en ghetto des villes et villages de la Cisjordanie. Ainsi, où qu'ils soient, une frontière est dessinée entre les Juifs et les Arabes, afin de distinguer et séparer les élus et les damnés.

Nous sommes unis pour reconnaître que ce pays appartient à tous ses fils et filles - citoyens et résidents, présents et absents (les Palestiniens déracinés en 1948) - sans discriminations basées sur des motifs personnels ou collectifs, sans considération pour leur citoyenneté, leur religion, leur culture, leur ethnie ou leur genre. Nous demandons donc l'abrogation immédiate de toutes les lois, règlements et pratiques qui exercent une discrimination entre les citoyens juifs et arabes d'Israël, et la dissolution de toutes les institutions, organisations et autorités basées sur de telles lois, règlements et pratiques.

Nous sommes unis dans notre croyance voulant que la paix et la réconciliation dépendent de la reconnaissance par Israël de sa responsabilité dans les injustices faites au peuple indigène, les Palestiniens, et de la volonté de les corriger. La reconnaissance du Droit au retour fait partie intégrante de nos principes. Corriger l'injustice continue infligée aux réfugiés palestiniens, génération après génération, est une condition nécessaire, tant pour la réconciliation avec le peuple palestinien, que pour la guérison spirituelle de nous-mêmes, Juifs israéliens. Ce n'est qu'ainsi que nous cesserons d'être affligés par les démons du passé et les damnations, et que nous pourrons nous sentir à demeure dans notre patrie commune.

Depuis plusieurs années déjà, les dirigeants israéliens se sont employés à dépeindre les Palestiniens comme des sous humains. Leurs efforts ont été secondés et appuyés par des membres de l'élite culturelle, des barons des médias, des fonctionnaires vaniteux et des auteurs médiocres, à gauche comme à droite. C'est avec dégoût que nous rejetons cette arrogance raciste, sachant que les Palestiniens, comme tous les autres peuples, ne sont ni des démons ni des anges, mais simplement comme nous, c'est-à-dire des humains, créés sans distinctions.

Nous sommes convaincus que si nous abordons la paix et la réconciliation avec les Palestiniens avec l'esprit ouvert et la volonté, nous trouverons en eux ce avec quoi nous les aborderons : un esprit ouvert et une volonté. Nous sommes des frères et sœurs et non pas des ennemis éternels comme le professent les empoisonneurs de puits.

Il est inutile, à ce moment-ci, d'essayer de prédire la future concrétisation physique de cette vision d'une vie commune : deux États ou un ? Peut-être une confédération ? Ou bien une fédération ? Et que dire des cantons ? Dans tous les cas, la condition incontournable pour promouvoir la vision d'une vie commune s'impose d'elle-même, tant comme impératif moral suprême que comme question pratique dans l'instant présent / la fin immédiate de l'occupation.

Ce n'est qu'ainsi que les Palestiniens de Jérusalem-est, de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza seront débarrassés du joug des colonies, du cauchemar de l'apartheid, du fardeau de l'humiliation et des démons de la destruction mise en œuvre par Israël jour et nuit, sans relâche, depuis trente-sept ans. Ce n'est que lorsqu'ils seront totalement libres que les Palestiniens seront aptes à discuter et décider de leur avenir.

Nous croyons que l'adoption des principes susmentionnés posera les fondations sur lesquelles le peuple de ce pays pourra édifier le cadre adéquat d'une vie commune. Nous ne parlons pas de fantaisies ou d'un changement miraculeux qui nous mènera de notre enfer actuel à un paradis.

Nous parlons d'une route qui n'a pas encore été à ce jour : être honnête avec nous-mêmes, avec nos voisins et particulièrement avec le peuple palestinien - nos ennemis qui sont nos frères et sœurs. Si nous réunissons en nous-mêmes l'honnêteté adéquate et le courage nécessaire, nous serons capables de faire les premiers pas de cette longue marche qui peut nous extirper de l'enchevêtrement de négation, de répression, de distorsion de la réalité, de manque de vision et de renonciation à notre conscience, duquel le peuple d'Israël est captif depuis des générations.

Quiconque a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre sait que le choix est entre un autre " siècle de conflit " se terminant dans l'annihilation, et un partenariat entre tous les habitants de cette terre. Seul un tel partenariat pour nous transformer, Juifs d'Israël, d'étrangers dans leur pays en habitants réels de ce pays.

Nous n'avons pas l'intention d'initier un nouveau mouvement contre l'occupation ou un autre parti (plateforme, institutions et dirigeants). Nous souhaitons amorcer une discussion publique sincère au sujet de l'impasse israélienne dans laquelle nous vivons et les profonds changements nécessaires pour s'en extirper. Tous les Israéliens savent qu'il n'est pas question ici de peccadilles politiques, mais plutôt du sort des peuples de ce pays.

Giv'at Olga, juin 2004

AGENDA :

JEUDI 23 SEPTEMBRE À 18 HEURES :

Anne Brunswic sera à la Condition Publique de Roubaix
avec la Ligue des droits de l'Homme et AFPS 59/62

Anne Brunswic est journaliste. Née à Paris, elle partage ses activités entre l'écriture, le journalisme, l'enseignement et l'action culturelle dans le domaine du cinéma et de la télévision.

QUELQUES IDÉES DE LECTURES

Bienvenue en Palestine : Chronique d'une saison à Ramallah

par **Anne Brunswic**

Actes Sud 2004, 170 pages, 19 € - Collection : Essais Littéraires – ISBN 2742748989

En toute liberté, indépendamment de tout journal, Anne Brunswic s'est installée quatre mois en Palestine. Un reportage nourri de rencontres, de portraits – un véritable état des lieux.

« Ramallah, 17 janvier 2004. Voici quatre mois que j'habite au centre-ville, dans un appartement confortable que je loue et partage à l'occasion avec des étudiants ou des amis de passage. Je suis venue ici sans être envoyée par personne, ni un journal, ni une association, ni une administration publique. En toute liberté, ce qui est plutôt exceptionnel ici où tous les étrangers relèvent plus ou moins d'une mission de ce genre. Cette liberté m'était essentielle pour faire un travail d'écrivain, un travail où j'assumerais ma propre subjectivité dans cette rencontre avec ces Autres qu'étaient à mes yeux les Palestiniens. Selon les époques et les circonstances, on a pu me définir comme une ex-communiste, une féministe hors cadre, une juive laïque résolument diasporique, ou, professionnellement, comme professeur de lettres, fonctionnaire de la culture, intermittente du journalisme...

Ce que je suis aujourd'hui ici, c'est un écrivain du réel travaillant dans les marges du journalisme. J'emprunte cette expression au monde du cinéma documentaire qui s'est bâti un domaine de création entre le reportage et le cinéma de fiction qu'il a nommé "cinéma du réel" ou "fictions du réel"... » (*L'auteur*)

